

Sécurité au Sahel - L'UE veut un Maghreb 'Gendarme'

Bruxelles - L'UE a plaidé fortement, lundi à Bruxelles, pour un Maghreb de la sécurité, qui naitrait d'une coopération étroite et un dialogue politique intensifié entre ses 5 membres et entre les organisations régionales en vue de renforcer la sécurité et le développement de la région sahélo-saharienne.

Les 28 Etats membres de l'UE ont réitéré, dans la déclaration finale qui a couronné les travaux du 11ème conseil d'association Maroc-UE, leur engagement à définir avec les partenaires maghrébins des moyens et des actions de coopération au bénéfice de la zone sahélo-saharienne et qui impliqueraient l'UE, les pays du Maghreb et ceux du Sahel.

L'UE continue, selon eux, à encourager une coopération étroite entre les pays de la région en vue de forger une approche commune de la sécurité pour la zone sahélo-saharienne.

Ils ont tenu à cette occasion à féliciter le Maroc pour l'organisation de la deuxième réunion ministérielle sur la sécurité des frontières le 14 novembre dernier et exprimé leur soutien à la mise en œuvre des recommandations de la Déclaration de Rabat.

Rappelant que la stratégie européenne pour la sécurité et le développement au Sahel a marqué, dès 2011, l'importance d'un dialogue régional accru sur les questions de sécurité et de développement et mis l'accent sur la place de l'Afrique du nord, l'UE a indiqué que l'approfondissement de cette Stratégie est en cours pour intégrer les développements politiques et militaires qui ont influé sur la situation dans la zone sahélo-saharienne depuis 2011.

De son côté, le Maroc a réaffirmé tout son appui aux stratégies de l'ONU et de l'UE pour le Sahel et son entière disposition à contribuer efficacement à leur mise en œuvre, notamment dans le cadre d'une approche triangulaire (UE-Maroc-pays du Sahel), tout en prenant en considération le rôle des organisations sous-régionales dans la mise en œuvre de toute stratégie de stabilité durable en Afrique.

Le Royaume a fait part à cet effet de sa préoccupation quant à la dégradation de la situation sécuritaire dans cette région qui nécessite, selon lui, une coopération régionale accrue, regroupant l'ensemble des pays de la région, suivant une approche globale, inclusive et cohérente, alliant sécurité et développement, à même d'apporter des réponses transversales et solidaires aux défis que connaît cette région.

Il a rappelé, dans ce cadre, les conclusions de la 2ème Conférence ministérielle régionale sur la Sécurité des frontières, tenue à Rabat le 14 novembre 2013, et celles de la réunion extraordinaire du Conseil exécutif des ministres des Affaires étrangères de la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD), tenu le 11 juin 2012, qui ont permis l'identification de mécanismes opérationnels de coopération impliquant les différents pays concernés.